



3 1761 11638095 7

CAI
MI
79453
FRE

Government
Publications

L'assurance-change dans les
annees 80: un examen de son
role et de sa formulation

CAI
MI
-79453
FRE

L'ASSURANCE-CHOMAGE DANS LES ANNEES 80:

UN EXAMEN DE SON ROLE ET DE SA FORMULATION



Emploi et Immigration Canada

Le 12 juillet 1979



I. INTRODUCTION

A l'origine le régime d'assurance-chômage fut conçu sur la base des principes d'un régime d'assurance sociale. Ainsi seules les personnes dont le chômage représentait un risque imprévu et inévitable pouvaient recevoir des prestations. De fait, le champ d'application était limité à ces travailleurs. En outre, les prestations étaient basées sur le concept de "risque assurable". Ceci signifiait qu'il existait une relation directe entre la durée d'appartenance au marché du travail et l'éligibilité aux prestations et à leur durée.

Au cours de la période de trente années allant de 1940 à 1970, le régime s'est départi quelque peu de ses principes d'assurances pour se fonder également sur d'autres qui sont d'ordre économique et social. En particulier, le champ d'application fut élargi aux travailleurs occupant des emplois saisonniers pour lesquels les risques de chômage sont totalement prévisibles.


En 1970, un nouveau régime fut conçu et mis en place afin d'avoir un système qui soit plus adapté aux conditions économiques des années 1970. La législation d'assurance-chômage de 1971 concrétisait la mise en place d'un nouveau régime d'assurance-chômage. Celle-ci établissait dans une certaine mesure une nouvelle relation entre les principes d'assurance et le concept de transferts de revenus. Par exemple, les prestations versées dans les phases initiales étaient fonction de la durée d'appartenance au marché du travail (élément d'assurance) et les prestations versées dans les phases complémentaires dépendaient des conditions du chômage local (élément de transferts de revenus). Toutefois, la combinaison des caractéristiques structurelles et des conditions économiques (particulièrement le chômage élevé) donna une plus grande importance aux aspects de transferts de revenus de ce régime au cours des premières années de cette décennie. En conséquence, le nombre de bénéficiaires d'assurance-chômage augmenta, les dépenses croissèrent rapidement ainsi que la part de celles-ci qui était financée par le gouvernement.

L'accroissement de l'importance du régime créa de vives inquiétudes quant à sa répercussion sur le marché du travail (particulièrement en ce qui concerne l'incitation à travailler) et quant à ses effets sur la stabilisation et la redistribution des revenus.

Aussi pour contenir l'extension du régime une série d'amendements législatifs furent décidés à partir de 1975. Ceux-ci visaient principalement à rétablir l'équilibre entre les principes d'assurance et les considérations de transferts de revenus. Ils visaient également à accroître l'incitation à travailler. En

dépôt de tels amendements de nombreuses inquiétudes subsistent encore quant aux objectifs et aux caractéristiques du régime qui fonctionne dans une société, une économie et un marché du travail qui évoluent sans arrêt.

L'étude prospective du régime d'assurance-chômage est entreprise pour répondre à ces inquiétudes.



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116380957>

2. CONTEXTE

En examinant l'évolution du régime d'assurance-chômage depuis 1970, il est important de prendre en considération les facteurs suivants:

- un accroissement rapide des taux d'activité, particulièrement chez les femmes et les jeunes;
- un chômage accru chez les femmes et les jeunes;
- une concentration du chômage dans les provinces situées à l'est de l'Outaouais;
- des changements marqués dans la création d'emplois. Tant en chiffres absolus que relatifs, on crée plus d'emplois dans le secteur tertiaire que dans les secteurs primaire et secondaire de l'économie;
- une augmentation du nombre de familles à plusieurs salariés, ce qui a permis aux travailleurs de mieux affronter les répercussions économiques du chômage;
- une plus grande recherche de la qualité de l'emploi et de la satisfaction personnelle;
- une interdépendance plus marquée entre le régime d'assurance chômage et les programmes provinciaux d'emploi et d'assistance sociale et également avec les plans de protection du revenu du secteur privé;
- des modifications appréciables à la législation sur l'assurance-chômage, qui ont eu d'importantes répercussions sur le comportement des travailleurs dans le marché du travail, en particulier sur l'incitation à travailler.
- un accroissement des dépenses engagées en vertu du régime d'assurance-chômage dû à la combinaison de plusieurs facteurs, dont le taux de chômage accru et les changements apportés à la structure du régime;
- des divergences profondes sur la formulation optimale du régime d'assurance-chômage, en particulier la mesure dans laquelle ce dernier doit respecter les principes d'assurance et doit considérer les concepts de besoins et de transferts de revenus. Ces questions se posent

plus précisément dans les cas suivants:

- les conditions donnant droit aux prestations
- la structure des prestations

Il semble également qu'un certain nombre de problèmes et de tendances qui sont apparus dans les années 70 persisteront tout au long de la prochaine décennie. Mentionnons en particulier les suivants:

- Il y aura vraisemblablement, en chiffres absolus, un ralentissement du taux d'accroissement des jeunes entrant sur le marché du travail et une augmentation du pourcentage des jeunes du groupe 20-24 ans par rapport au groupe 15-19 ans.
- Le taux de participation des femmes et des jeunes continuera probablement à augmenter. Ceci aura pour résultat d'accroître davantage le pourcentage des familles à plusieurs salariés.
- Un taux de chômage plus élevé prévaudra dans les cinq prochaines années comparativement au début des années 70.
- On s'attend à ce que l'augmentation du nombre d'emplois persiste à des niveaux relativement élevés avec une tendance de plus en plus marquée vers le secteur des services.
- L'augmentation de la proportion d'emplois à temps partiel par rapport aux emplois à plein temps se poursuivra vraisemblablement.
- La concurrence internationale et les changements technologiques s'accroîtront et exigeront de réaménager les structures, ce qui aura des répercussions importantes sur le régime d'assurance-chômage.
- Des changements dans la structure de l'économie se traduiront par des pénuries et des surplus de main-d'oeuvre dans certains secteurs ou régions. Ces derniers à leur tour imposeront des choix à faire entre la formation de main-d'oeuvre locale d'une part, et la nécessité de combler les postes vacants en délivrant des visas de travail ou d'immigration d'autre part.

- La répartition du temps entre le travail et les loisirs va sans doute prendre de plus en plus d'importance et, vraisemblablement, la préférence ira aux loisirs; si cela devait se traduire par une augmentation du chômage volontaire, le régime d'assurance-chômage s'en trouverait profondément affecté.
- On s'opposera de plus en plus à la nécessité de consacrer un plus fort pourcentage du PNB aux programmes sociaux.
- Le caractère saisonnier de l'emploi, qui constitue déjà un problème d'envergure au Canada, persistera dans les années 80. Ceci contribuera davantage au phénomène de réitération des demandes de prestations d'assurance-chômage.
- On cherchera de plus en plus à éviter des situations discriminatoires, lors de toute formulation du régime d'assurance-chômage.

L'introduction et plus particulièrement l'évolution du régime et de son environnement mettent en relief:

- a) l'évolution du domaine, des répercussions et de la complexité du régime d'assurance-chômage au sein du système de sécurité sociale et plus généralement dans la société canadienne;
- b) la nécessité de prendre en considération l'évolution du marché du travail lors de la recherche de solutions aux questions particulières du régime d'assurance-chômage, et
- c) la nécessité de clarifier les objectifs et les principes qui sous-tendent le régime.

3. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETUDE PROSPECTIVE DU REGIME D'ASSURANCE-CHOMAGE

a) Préface

Une étude prospective du régime d'assurance-chômage pourrait prendre différentes formes. Toutefois, compte tenu du temps imparti et des ressources disponibles pour cet exercice, il est souhaitable que la forme finale de celle-ci se fonde sur l'urgence relative des questions et des problèmes touchant le régime d'assurance-chômage.

Compte tenu de l'opposition exprimée envers les dispositions du projet de loi C-14 durant l'examen et après l'adoption de celui-ci par le Parlement, il est primordial que cette étude réexamine immédiatement les avantages et inconvénients de ces amendements législatifs (taux de prestations, conditions d'admissibilité pour ceux qui réitérent une demande de prestations et qui arrivent pour la première fois sur le marché du travail) pour les comparer à ceux d'autres options. Cette analyse comparative représente la première étape importante de l'examen fondamental et continu du régime d'assurance-chômage.

On propose également d'examiner de nombreux autres questions et problèmes auxquels le régime fait face. Toutefois, cette étude prendra davantage de temps. Compte tenu des changements importants tels que l'accroissement des familles à plusieurs salariés, les problèmes de l'emploi saisonnier, les taux de chômage élevés et la croissance des dépenses du régime, il sera important d'examiner ce régime en tenant compte des facteurs suivants:

- l'efficacité du régime en matière de protection des revenus des prestataires.
- la capacité du régime à distribuer les revenus entre les régions et entre les prestataires appartenant à différentes classes de revenus.
- l'équilibre judicieux entre les principes d'assurance et le concept de transfert.
- l'interdépendance entre le régime d'assurance-chômage et les autres programmes fédéral, les programmes provinciaux et les plans du secteur privé.

A cet égard on propose que l'étude prospective soit définie ainsi:

- A. 1 Questions prioritaires exigeant un examen approfondi et une action rapide.
- A. 2 Questions prioritaires dont les résultats de l'analyse pourraient être présentés très prochainement en vue de prendre une action.

B. 1 Questions exigeant un examen important au cours des dix-huit prochains mois en vue de prendre une décision.

B. 2 Questions exigeant un examen approfondi et demandant un travail de longue haleine.

b) Objectifs

L'objectif de la partie "A" serait d'examiner les questions prioritaires qui pourraient entraîner des amendements législatifs désirables au début de la prochaine session parlementaire. Les amendements proposés seraient évalués sur la contribution que ceux-ci pourraient avoir sur l'équité du régime et sur l'allocation efficace de ses fonds.

Les objectifs de la partie "B" de l'étude prospective seraient les suivants:

- i) examiner les problèmes que pose le régime actuel et, sur la base de cet examen, dresser la liste des avantages et des inconvénients de diverses options à envisager pour changer le régime, afin de déterminer le rôle et la formulation de l'assurance-chômage dans les années 80;
- ii) déterminer dans quelle mesure on pourrait, dans les années 80, harmoniser le régime d'assurance-chômage avec d'autres programmes de sécurité sociale,
- iii) énumérer, pour plus amples considérations, les changements qui permettraient d'améliorer les effets du régime sur le marché du travail, et
- iv) rendre la Loi et les Règlements plus simples et plus clairs, et, éviter de devoir apporter d'autres changements importants au cours de la prochaine décennie.

c) Questions fondamentales

Les questions fondamentales devant être examinées par l'étude prospective ont été groupées ainsi:

A. 1 Questions prioritaires exigeant un examen approfondi et une action rapide:

- i) éligibilité des prestataires qui quittent leur emploi sans motif valable ou qui sont mis à pied pour mauvaise conduite.
- ii) taux différentiels de prestations pour les prestataires selon l'existence ou non de personnes à charge.
- iii) condition d'admissibilité pour les prestataires qui viennent d'entrer pour la première fois sur le marché du travail et qui y reviennent ou qui réitérent une demande de prestations.

A. 2 Questions prioritaires dont les résultats de l'analyse pourraient être présentés très prochainement en vue de prendre une action:

- i) conditions d'éligibilité aux prestations de maternité.
- ii) champ d'application du régime d'assurance-chômage aux programmes de création d'emplois du secteur public.

B. 1 Question exigeant un examen important au cours des dix-huit prochains mois en vue de prendre une décision

- i) Définition des objectifs du régime d'assurance-chômage pour les années 1980.*
- ii) Avenir des conditions d'admissibilité variables et questions connexes.
- iii) Conditions d'assurabilité minimum.
- iv) Avenir des dispositions spéciales pour les pêcheurs à leur propre compte.
- v) Avenir de l'utilisation du fonds de l'assurance-chômage pour des fins de développements.*

* Des informations supplémentaires sur les aspects spécifiques de ces questions sont contenues dans l'annexe "A".

B. 2 Questions exigeant un examen approfondi et demandant un travail de longue haleine

- i) examen des questions se rapportant au champ d'application du régime (ex. types d'emplois assurables, contingences assurables).*
- ii) examen des conditions nécessaires pour être admissible et pour être éligible aux prestations.*
- iii) étude des niveaux et de la durée des prestations, basés en particulier sur le concept familial.*
- iv) examen de financement du régime.*
- v) rationalisation et simplification de la Loi et des règlements.

Deux autres groupes de questions qui ont d'importantes implications pour les autres parties de l'étude prospective doivent être étudiés.

D'importantes relations existent entre le régime d'assurance-chômage et les autres systèmes de protection du revenu qui sont d'ordre public et privé. Les changements dans le régime d'assurance-chômage ont souvent des implications pour les programmes et les services des autres niveaux de gouvernement. Pareillement, les initiatives des gouvernements provinciaux et municipaux peuvent affecter et affectent le régime d'assurance-chômage. La question d'harmonisation du régime avec ces systèmes se pose donc avec acuité. L'étude de celle-ci doit viser à identifier dans quelle mesure il est possible de resserrer les liens existant et de minimiser les effets fâcheux résultant des changements ou des initiatives prises par ces programmes ou d'autres programmes.

Enfin, l'étude devra examiner les questions qui touchent l'administration du régime, la formulation et l'élaboration des systèmes et la prestation de services. Pour chaque changement proposé il sera important d'identifier les problèmes administratifs, d'informatique et de prestation de services.

* Des informations supplémentaires sur les aspects spécifiques de ces questions sont contenues dans l'annexe "A".

4. PROCESSUS DE CONSULTATIONS

Compte tenu de l'interdépendance importante du régime d'assurance et des programmes provinciaux d'emploi et d'assurance sociale, il est absolument essentiel que les points de vue des gouvernements provinciaux sur l'étude du régime d'assurance-chômage soient pris sérieusement en considération. Il est également primordial que ceux du secteur privé, du patronnat, des syndicats et des autres organisations sur l'étude et la direction future du régime soient pris en considération. Toutefois, la responsabilité de l'étude prospective et la préparation de recommandations finales appartiennent au gouvernement fédéral puisque le régime d'assurance-chômage est sous la responsabilité de celui-ci.

On propose que les consultations fédérales-provinciales se déroulent selon le schéma suivant:

- Préparation par les gouvernements provinciaux de documents présentant des commentaires sur le déroulement de l'étude et les questions fondamentales considérées et indiquant des propositions de changements (leur raison d'être et leurs répercussions financières). Ces rapports devraient être préparés et circulés avant la fin du mois d'août.
- Ce rapport et les documents des gouvernements provinciaux formeraient la base de discussion lors de la réunion des sous-ministres en septembre. Au cours de cette réunion, les questions de la partie "A" devraient être particulièrement examinées. Les points de vue exprimés par les représentants des provinces, sur les questions de la partie "A" seraient alors analysés et pris en considération lors de la préparation de recommandations visant à amender la législation de l'assurance-chômage.
- Après le dépôt au Parlement d'amendements législatifs visant à apporter des solutions aux questions fondamentales de la partie "A" des discussions ultérieures auraient lieu pour déterminer la nature des consultations à venir sur les autres questions fondamentales que l'étude prospective à l'intention d'examiner.

En ce qui concerne le secteur privé, les syndicats, le patronnat et les autres organisations intéressées, le processus de consultations suivant est suggéré:

- Le document du gouvernement fédéral sur le déroulement de l'étude prospective serait distribué aux membres du Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, aux organisations des employeurs et des travailleurs et aux autres organisations intéressées. Les commentaires des représentants des divers groupes du secteur privé devraient être transmis d'ici la fin août, soit au Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, soit à la Commission de l'emploi et de l'immigration ou directement au Ministre.
- On espère recevoir du secteur privé des commentaires non seulement sur le déroulement de l'étude prospective mais également sur les questions qui doivent être examinées dans la partie "A" de cette étude. On tiendrait compte de ceux-ci lors de la préparation de recommandations visant à apporter des solutions législatives à ces questions.
- La contribution au processus législatif pourrait être faite selon la manière habituelle c'est-à-dire par la soumission de rapports au Comité parlementaire.
- Après le dépôt au Parlement d'amendements législatifs visant à apporter des solutions aux questions prioritaires de la partie "A" les différents groupes pourraient transmettre leurs points de vue sur les autres questions qui doivent être examinées par l'étude prospective. Des réunions ou des consultations pourraient avoir lieu lorsque celles-ci seraient nécessaires.

Le calendrier suivant de l'étude prospective et des consultations est suggéré:

ACTIONS

CALENDRIER OU DATE LIMITE

- | | |
|--|-----------------|
| 1. Production et circulation des documents du gouvernement fédéral soulignant l'approche proposée par l'étude prospective et invitant les provinces et le secteur privé à faire des commentaires | 15 juillet 1979 |
| 2. Transmission et circulation des documents des gouvernements provinciaux présentant leurs points de vue sur l'avenir du régime d'assurance-chômage | 24 août 1979 |

ACTIONS

CALENDRIER OU DATE LIMITE

- | | | |
|-----|---|--|
| 3. | Transmission et circulation des points de vue du Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, des organisations, des employeurs et des employés et des autres organisations intéressées | 31 août 1979 |
| 4. | Etude des rapports préparés par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à la réunion fédérale-provinciale | Septembre 1979 |
| 5. | Recommandations soumises aux ministres fédéraux sur les solutions à apporter aux questions de la partie "A". | 30 septembre 1979 |
| 6. | Formulation et dépôt au Parlement des amendements législatifs apportant des solutions aux questions prioritaires de la partie "A" | Octobre 1979 |
| 7. | Considération par le Parlement des amendements législatifs visant à apporter des solutions aux questions prioritaires de la partie "A" | Octobre-
Décembre 1979 |
| 8. | Mise en place des amendements législatifs | Après promulgation et aussi tôt que les systèmes d'informatiques et les arrangements administratifs le permettent (en 1980). |
| 9. | Réunion/consultation avec les provinces, le Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, les organisations d'employeurs et d'employés et les autres organisations intéressées pour discuter des questions fondamentales incluses dans la partie "B". | Janvier-Août 1980 |
| 10. | Soumission des recommandations aux ministres fédéraux sur les solutions à apporter aux questions fondamentales de la partie "B". | Septembre 1980 |

ACTIONS

CALENDRIER OU DATE LIMITE

- | | | |
|-----|---|--|
| 11. | Formulation et dépôt au Parlement d'amendements législatifs apportant des solutions aux questions fondamentales de la partie "B". | Octobre 1980 |
| 12. | Considération par le Parlement des amendements législatifs visant à apporter des solutions aux questions fondamentales de la partie "B".* | Octobre 1980 |
| 13. | Mise en place des amendements législatifs | Après promulgation et aussi tôt que les systèmes d'informatiques et les arrangements administratifs le permettent (en 1981). |

* Une décision devra être prise à cette époque pour déterminer si oui ou non les conditions d'admissibilité variables doivent s'éteindre ou être prorogées.

QUESTION FONDAMENTALES DEVANT ETRE
EXAMINÉES PAR L'ETUDE PROSPECTIVE
DU REGIME D'ASSURANCE CHOMAGE

Objectifs du régime

Il est primordial d'étudier les objectifs du régime actuel et de ceux qui pourraient être proposés. Plus particulièrement, il est essentiel de déterminer les points suivants:

- Dans quelle mesure le régime d'assurance-chômage a-t-il atteint son objectif double, c'est-à-dire, dans quelle mesure procure-t-il un revenu de remplacement temporaire et adéquat et facilite-t-il le retour du travailleur à un emploi plus stable et plus satisfaisant?
- Ces objectifs semblent-ils valables pour les années 80 ou devraient-ils être révisés ou élargis?
- Si les objectifs étaient reformulés dans quelle mesure devraient-ils tenir compte de facteurs tels que la productivité, la satisfaction de l'emploi, la capacité d'être employé et le concept de solvabilité actuarielle.
- Devrait-on inclure aux textes de lois l'énoncé des objectifs?

A ce propos, il est important de noter que l'équilibre entre les objectifs ainsi que celui entre les divers éléments structuraux retenus auront un effet capital sur le caractère redistributif du régime et ses effets macroéconomiques. Il est donc essentiel d'en faire une évaluation.

Champs d'application

Les points à observer sont notamment les types d'emploi assurable en vertu du régime (assurabilité) et les contingences pour lesquelles des prestations sont payables en vertu du régime.

Les principales questions à étudier du point de vue de l'assurabilité sont les suivantes:

- Devrait-on reconsidérer le concept généralement admis du champ d'application quasi universel?
- Devrait-on reconfirmar le principe du champ d'application obligatoire?

- Y a-t-il des catégories d'emplois ou de travailleurs actuellement couvertes par le régime qui devraient être exclues, par exemple, les emplois saisonniers tels que les travailleurs à leur propre compte (ex. pêcheurs)
- Quelle serait l'unité d'assurabilité la plus appropriée: nombre d'heures travaillées hebdomadairement, gains trimestriels, salaire individuel, salaire de la famille, etc.?
- Le salaire maximum assurable devrait-il être relevé afin d'assurer une partie plus importante des salaires?
- Revenu Canada/Impôt doit-il continuer de déterminer l'assurabilité et de percevoir les cotisations?

Les principales questions relatives aux contingences sont les suivantes:

- Le programme doit-il maintenir le versement de prestations dans les cas de chômage par suite de maladie, de maternité, de départ à la retraite ou de fin de la saison de la pêche?
- Existe-t-il d'autres contingences à court terme ou à long terme qui devraient être couvertes par l'assurance-chômage, par exemple des prestations spéciales dans le cas de restructuration industrielle?

Conditions d'admissibilité et d'éligibilité

Sous ce titre, on retrouve les conditions auxquelles le prestataire doit satisfaire pour être admissible et éligible aux prestations initiales et subséquentes prévues par le régime.

- Les chômeurs volontaires ou ceux qui quittent leur emploi sans raison valable devraient-ils cesser d'être éligibles au régime d'assurance-chômage?
- Quelle est la définition la plus appropriée de l'interruption de la rémunération et doit-elle s'appliquer uniformément à toutes les contingences?
- Existe-t-il une seule exigence fondamentale, appropriée et acceptable dans tous les cas, ou doit-on maintenir les différentes conditions d'admissibilité établies selon les contingences, les catégories d'emplois (et de travailleurs), l'expérience professionnelle et la situation économique?

- Devrait-on ajouter d'autres conditions à l'exigence fondamentale de l'admissibilité aux prestations, par exemple, pour les prestataires qui réitèrent leurs demandes de prestations et ceux qui deviennent membres de la population pour la première fois?
- Devrait-on maintenir à 52 semaines la période d'admissibilité de base?
- Les taux de chômage devraient-ils continuer à être un facteur déterminant?
- Quels devraient être les principaux éléments déterminants de l'admissibilité continue? Devraient-ils varier? Dans l'affirmative, dans quel sens?

Structure des prestations

Il est essentiel de considérer les points suivants pour traiter des principales questions ayant trait à la structure des prestations:

- Y a-t-il des raisons valables pour présumer que le délai de carence est trop long ou trop court, qu'on devrait y déroger ou le repousser à plus tard dans certaines circonstances, ou qu'il devrait être imposé chaque fois que le prestataire tombe en chômage?
- Le niveau des prestations devrait-il varier, par exemple, en raison de l'événement qui a provoqué le chômage, le moment de la demande, la situation du prestataire ou la situation familiale, le montant des prestations déjà retirées, le taux de chômage régional ou la situation économique locale, etc., ou varier selon que le prestataire a ou n'a pas de personnes à charge?
- Quels éléments devraient être déterminants pour fixer le niveau de prestations?
- Quels devraient être les niveaux maximal et minimal des prestations? Quelle devrait être la fréquence des réajustements et sur quelle base?
- Comment devrait-on corriger les niveaux de prestations afin de tenir compte d'autres formes de rémunération et de protection du revenu?
- La durée des prestations devrait-elle varier, par exemple en fonction de l'événement à l'origine du chômage, le moment de la demande, la saison, l'expérience professionnelle,

le taux de chômage régional ou la situation économique locale, la rémunération annuelle, la situation du prestataire ou la situation familiale, les personnes à charge, les fonds disponibles, etc.?

- Quelles circonstances justifient la prolongation de la période et de la durée des prestations, par exemple, dans le cas de l'utilisation du fonds d'assurance-chômage à des fins de développement?

Financement

Les questions essentielles sont les suivantes:

- Devrait-on maintenir le système de retenues hebdomadaires de cotisations tout en effectuant un rajustement sur une base annuelle?
- Faudrait-il revoir les cotisations payées par les employeurs en fonction des prestations qui sont payées aux employés qu'ils ont mis à pied.

Utilisation des fonds d'assurance-chômage à des fins de développement

Les principales questions relatives à ce sujet sont les suivantes:

- Doit-on poursuivre l'utilisation des fonds d'assurance-chômage à des fins de développement afin d'accroître l'efficacité du marché du travail sur la base de la méthode qui a été adoptée ou doit-on introduire de nouvelles mesures? Dans ce cas, possède-t-on les moyens les mieux adaptés à la situation actuelle?
- Les fonds d'assurance-chômage (particulièrement les cotisations) sont-ils le mode de financement le plus approprié pour les programmes de développement?

- Quels changements (si besoin était) devraient être apportés dans la portée, la nature des programmes et dans leurs caractéristiques?

Harmonisation des programmes

- De quelle manière les relations entre le système de protection du revenu par l'assurance-chômage et les programmes publics et privés de protection du revenu et de transferts pourraient-ils être davantage harmonisés?
- Quelles sont les implications des changements au régime d'assurance-chômage sur les programmes et services des autres niveaux de gouvernement? Similairement quelles sont les implications des initiatives provinciales et municipales sur les régime d'assurance-chômage? Quelles mesures peuvent être prises pour diminuer les implications fâcheuses résultant de tels changements ou initiatives?

Questions relatives à l'administration, aux systèmes et à la prestation des services

- Quelles améliorations pourraient être apportées dans l'administration, le contrôle et les systèmes du régime?
- Quels problèmes spécifiques d'ordre administratif résulteraient de la mise en place des propositions visant à résoudre les questions fondamentales qui ont été identifiées?



